

d'agression soviétique. En accroissant notre puissance militaire, comme nous l'avons fait, et heureusement, pour éloigner cette tentation, nous devons évidemment—et je crois que ceci s'applique surtout aux pays européens—prendre garde de ne pas nous affaiblir nous-mêmes inutilement dans le domaine économique et social, ce qui encouragerait l'autre genre d'agression. Comment dorénavant maintenir cet équilibre souhaitable entre la puissance militaire, la stabilité économique et le progrès social, voilà probablement le plus important problème du monde libre d'aujourd'hui. On ne le résoudra que par une action coopérative qui tienne compte de tous les facteurs moraux, sociaux et économiques, aussi bien que militaires, dont découle la force.

Il se peut fort bien que l'Union soviétique, impressionnée par l'action des Nations Unies en Corée, et sachant que les puissances de l'Ouest disposent d'une force encore plus grande, voudra, pour des raisons de tactique, éviter un véritable conflit, préférant saper notre puissance par d'autres moyens. Elle cherchera, peut-être—d'ailleurs elle l'a déjà fait avec quelque succès—à nous décevoir et à nous diviser par de fausses campagnes de paix, en exploitant nos difficultés économiques et sociales. Bref, comme on l'a déjà si bien dit, au lieu de nous trancher la gorge, elle mettra peut-être du poison dans notre soupe.

Il importe, je crois, que les nations libres prennent les mesures nécessaires afin de parer à ce danger aussi bien qu'à la menace d'une agression armée. Ainsi, nous ne devrions jamais perdre l'occasion d'affirmer—et la chose nous est peut-être plus évidente qu'à d'autres—que nous ne voulons que la paix; que si les membres de l'OTAN, par exemple, sont déterminés à accentuer leur programme de défense, nonobstant les menaces de guerre ou les fausses promesses de paix, leur but premier sera toujours d'éviter la guerre et non pas de combattre. Nous voulons à tout prix éviter la venue prochaine d'un jour J. Nous devons souligner notre désir d'employer notre énergie et nos richesses non pas en vue de nous armer, mais bien d'assurer, d'une manière pacifique, le progrès social et économique d'un monde dans lequel les armes ne seront pas nécessaires.

Devant la situation actuelle, il se peut que si nous atteignons nos objectifs de défense avant, mettons, la fin de 1954, nous ayons alors dépassé la période la plus dangereuse. Mais elle pourra être suivie de la phase plus longue du conflit, qui pourra durer de nombreuses années; ce sera un peu comme un marathon par rapport à une course de vitesse. Il faudra alors de la discipline, de la fermeté et de la persévérance; il faudra aussi résister à la tentation d'adopter la ligne de conduite ou même la tactique de ceux qui voudraient nous détruire. Il nous faut non seulement maintenir, en tant que partie intégrante de notre vie nationale, l'effort de défense nécessaire, mais également prouver à nos gens et à ceux des autres pays que notre civilisation et notre mode de vie méritent ces efforts.

La création d'une force militaire et sociale sur un plan de courte et de longue durée constitue maintenant une partie importante de la politique de tout pays libre. La bonne entente et la confiance mutuelles sont nécessaires pour atteindre ces objectifs. Ce travail peut être entravé par le sentiment que tous ne partagent pas également le fardeau de la défense; cela peut résulter aussi du sentiment que le fardeau de l'existence n'est pas réparti également.

Cette association des nations du monde libre doit donc se fonder sur le respect, la bonne entente et l'entraide. Les forces qui l'étaient deviennent de jour en jour plus considérables. Cette puissance nous permet de nous défendre, s'il le faut. Elle nous permet aussi, si nous en avons l'occasion, de négocier. Les gouvernements et les peuples du monde libre ont donc arrêté un programme qui, grâce à l'emploi judicieux et mesuré de la puissance, au sens pratique et à la sincérité des négociations, doit nous conduire à une paix établie sur des bases plus solides que celle dont nous jouissons en ce moment. C'est le programme que le gouvernement dans sa politique étrangère et, à vrai dire, le Parlement et la population ne négligeront rien pour appliquer.